

Bruxelles, le 22 octobre 2010

La Commission débloque 10 millions € en faveur des réfugiés sahraouis en Algérie

La Commission européenne a alloué aujourd'hui une enveloppe de 10 millions € pour apporter une aide humanitaire et alimentaire aux populations vulnérables de réfugiés sahraouis qui vivent dans des camps de réfugiés dans le sud-ouest de l'Algérie. Cette enveloppe permettra de leur fournir une nourriture variée et régulière. Elle contribuera également à améliorer leur situation humanitaire en garantissant un accès suffisant à des installations et services essentiels, tels que des soins de santé, de l'eau salubre et des équipements d'assainissement adéquats, des tentes et un appui logistique.

M^{me} Georgieva, membre de la Commission, a déclaré à ce sujet: «*L'une de mes priorités en tant que commissaire chargée de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises est d'attirer l'attention sur les victimes des crimes humanitaires qui ne font plus la une des journaux. Les réfugiés sahraouis pâtissent d'une crise qui figure parmi les plus anciennes, tombée dans l'oubli. La Commission est résolue à soutenir ces populations vulnérables jusqu'à ce qu'une solution politique soit trouvée à leur situation critique*».

Les réfugiés sahraouis vivent depuis plus de trente ans dans des camps isolés dans le désert algérien, où ils ne disposent de pratiquement aucun élevage ni de revenus substantiels. La forte proportion de personnes souffrant de malnutrition chronique et d'anémie constitue un sérieux problème de santé publique. Afin de combattre cette crise persistante, la Commission s'efforce d'offrir une nourriture suffisante et diversifiée, ainsi que d'améliorer les conditions hygiéniques et sanitaires, les soins de santé de base et la qualité de l'eau.

Contexte

Depuis 1975, l'Algérie a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis dans quatre camps installés dans la région du sud-ouest de Tindouf (El-Ayoune, Awserd, Smara et Dakhla).

Ce déplacement de population est une conséquence du conflit qui a éclaté entre le Maroc et le front séparatiste Polisario, qui a revendiqué l'indépendance d'une partie du Sahara occidental après le retrait des Espagnols en 1975. Malgré tous les efforts qui ont été déployés depuis 1991 pour tenter de résoudre le conflit dans le cadre de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO), les négociations sont toujours dans l'impasse. La dernière résolution des Nations unies a appelé les parties à poursuivre les négociations et prolongé le mandat de la MINURSO d'un an, jusqu'au 30 avril 2011.

Pour de plus amples informations, voir: http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm